

Prise de parole

Journée de grève interprofessionnelle du mardi 19 mars 2019 pour la défense du modèle social

RESISTONS, REVENDIQUONS, RECONQUERONS !

Cela fait maintenant 17 semaines qu'une colère légitime s'exprime à travers tout le pays. C'est la conséquence de plus de 35 ans de politiques de rigueur et d'austérité pour les salariés, amplifiées par les mesures intolérables du gouvernement Macron.

POUR L'AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES, DES PENSIONS, DES RETRAITES et des MINIMA SOCIAUX !

Depuis des années, nos salaires sont bloqués !

Dans son rapport mondial sur les salaires 2018-2019, l'Organisation Internationale du Travail (l'OIT), qui dépend de l'ONU, constate que *“Dans les pays avancés du G20, la croissance des salaires réels a ralenti. [...] En Europe [...], elle [...] a continué à reculer jusqu'à environ zéro en 2017, du fait d'une croissance plus faible des salaires dans des pays tels que la France et l'Allemagne et d'une baisse des salaires réels en Italie et en Espagne.”*

Le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi !

FORCE OUVRIERE demande une revalorisation significative du SMIC, pour qu'il atteigne 80% du salaire médian soit 1450 € net par mois. Le SMIC doit garantir à tous les salariés d'avoir un niveau de vie satisfaisant et être incitatif à l'emploi.

Une hausse significative du SMIC aurait pour conséquence de favoriser la consommation qui est un moteur de la croissance. L'augmentation du SMIC permettrait aussi de relancer la négociation salariale.

La question du pouvoir d'achat est centrale pour la grande majorité des retraités du fait des pertes subies depuis le début de la décennie 2010, et les mesures gouvernementales sur la CSG n'ont fait qu'aggraver la situation.

FORCE OUVRIERE revendique la revalorisation des pensions et retraites et le retour à l'indexation sur les salaires pour toutes les retraites.

POUR UNE SECURITE SOCIALE SOLIDAIRE

FORCE OUVRIERE défend les principes fondateurs de la Sécurité Sociale de 1945 basée sur le principe suivant « *de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins* »

FORCE OUVRIERE n'entend pas se résigner à ce que la protection sociale collective poursuive sa dérive vers un régime à l'anglo-saxonne et ouvrant la voie à l'assurance privée.

FORCE OUVRIERE réaffirme et souhaite rétablir le financement solidaire par la cotisation et étendre la Sécurité Sociale à de nouveaux droits en créant une assurance sociale « Dépendance ». gérée au niveau de la branche Maladie.

FORCE OUVRIERE POUR DES SERVICES PUBLICS DE QUALITE, PARTOUT SUR LE TERRITOIRE

Les différentes politiques suivies depuis plus de 10 ans : RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), suivi de la MAP (Modernisation de l'Action Publique), de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat (RéATE) puis la loi NOTRe adoptée en 2015 (loi portant une nouvelle organisation territoriale de la République) s'inscrivent toutes dans une logique qui vise à réduire la sphère des services publics et à mettre en cause à terme le statut de la fonction publique.

Le gouvernement actuel a confirmé l'objectif de réduire les dépenses publiques et la poursuite du chantier « *Action Publique 2022* » qui vise « *la transformation du service public* ».

Or, comment peut-on concilier une baisse des dépenses publiques avec la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires pendant la durée du quinquennat sans détériorer les services publics et la qualité de service rendu à l'usager ?

Ces suppressions massives d'emplois publics vont continuer d'affaiblir les services publics de proximité (Trésorerie, hôpitaux, crèches, maternelles, bibliothèques, équipements sportifs,...) et creuser le fossé entre les communes riches et pauvres en zone rurale ou dans les zones urbaines défavorisées.

L'extension du numérique ne peut pas être la réponse.

Il n'y a pas de République sans véritable service public.

POUR UNE FISCALITE JUSTE ET REDISTRIBUTIVE

En une trentaine d'année, le système fiscal français a beaucoup perdu de sa progressivité, ce qui a affaibli sa capacité à réduire les inégalités de revenus et de niveaux de vie en baissant progressivement la part de l'impôt sur le revenu et en augmentant simultanément la fiscalité indirecte telles que la TVA ou encore la CSG. La TVA pèse presque 3 fois plus dans les revenus des ménages appartenant aux 10% les moins aisés que dans celui des ménages appartenant aux 10% les plus aisés.

Du côté des entreprises, le rendement de l'impôt sur les sociétés n'a cessé de diminuer : l'Impôt sur les sociétés rapportait au budget de l'Etat 50 milliards en 2007 contre 25 milliards attendus en 2018. A cela s'ajoutent les aides de l'ETAT comme le CICE et Pacte de responsabilité, c'est une quarantaine de milliards par an supplémentaires qui ont été accordées aux entreprises. Le total des aides publiques atteint le chiffre considérable de près de 150 milliards d'euros.

FORCE OUVRIERE propose depuis longtemps de rétablir un impôt, assis sur le revenu et non comme aujourd'hui sur la TVA et autres taxes pénalisant les moins aisés.

FORCE OUVRIERE revendique la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et le renforcement de son taux sur les produits de luxe.

POUR UNE TRANSITION ECOLOGIQUE, FORCE OUVRIERE MILITE POUR LA JUSTICE SOCIALE

FORCE OUVRIERE considère que la transition écologique, pour être effective et efficace, doit s'appuyer sur des politiques justes socialement et économiquement.

En effet, l'explosion du coût du logement en agglomération des dernières années a contraint nombre de travailleurs à se loger de plus en plus loin de leur lieu de travail, leur imposant des temps de trajet quotidien toujours plus longs. Il n'est donc pas acceptable de nous rendre responsables de cette situation en nous faisant supporter la taxe « *carburant* ».

C'est pourquoi, FORCE OUVRIERE revendique la généralisation de la prime transport, de compenser les mobilités imposées, les changements d'organisation du travail et les nouvelles pénibilités.

EN AVANT POUR LES REVENDICATIONS SOCIALES ET L'ACTION SYNDICALE

FORCE OUVRIERE est attachée à la démocratie, à la République laïque et à l'Etat de droit, fondé en particulier sur la séparation des pouvoirs, le respect des droits de l'homme dont les droits fondamentaux au travail.

Nous considérons que le syndicat n'a pas vocation à se substituer aux institutions et cadres d'expression citoyenne, ni à s'y trouver confondu, dissous, instrumentalisé ou muselé.

Pour répondre à la crise dites des « *Gilets jaunes* », le gouvernement a initié un Grand débat. Le gouvernement a décidé au terme de la période consacrée au Grand débat, de convoquer quatre conférences nationales associant les organisations patronales et syndicales, les associations d'élus et les principales associations représentatives de la société civile, portant sur chacun des quatre thèmes officiellement retenus.

Ce Grand débat s'adresse de fait aux citoyens. Il est de la liberté de chacun de s'en saisir et de s'exprimer !

FORCE OUVRIERE a déjà indiqué qu'elle n'est pas partie prenante des quatre conférences nationales car FORCE OUVRIERE n'entend pas voir ses analyses et ses positions diluées dans le cadre politico-sociétal indéfini, et se trouver ensuite caution de décisions ainsi prises ou en prenant prétexte, dont nous n'avons connaissance ni du contenu ni de sa forme.

FORCE OUVRIERE ne peut **que constater et déplorer** que, depuis de nombreuses années, le dialogue social et la négociation collective dans le cadre du paritarisme n'aient pas reçu, selon nous, **la considération nécessaire.**

FORCE OUVRIERE entend conserver sa liberté entière de comportement et poursuivre sans relâche, et de façon déterminée, au nom de ses membres et des intérêts matériels et moraux des salariés, son rôle syndical.

FORCE OUVRIERE entend bien sûr continuer d'exprimer publiquement et librement ses revendications, pour les faire valoir et aboutir par le dialogue social et la négociation collective, dans le cadre de la démocratie républicaine.

AVEC FORCE OUVRIERE

RESISTONS, REVENDIQUONS, RECONQUERONS !